

## Les mouvements de paix dénoncent les nouvelles propositions de la Commission en faveur de l'industrie et des ventes d'armes

“Le complexe militaro-industriel en marche au niveau européen”

07-06-2017 - Bruxelles

Aujourd'hui la Commission européenne a présenté de nouvelles mesures favorisant l'industrie de l'armement et brouillant les limites de ses compétences en matière militaire; cela ouvre la voie à l'émergence d'un complexe militaro-industriel très influent au niveau européen.

Les mouvements de paix membres du Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT) alertent sur cette tentative de banaliser la production d'armes et d'élargir insidieusement les compétences de la CE dans le domaine militaire. *“Ces propositions n'apporteront ni la paix ni la sécurité, mais vont en revanche augmenter les profits de l'industrie et exacerber la course mondiale aux armements au niveau mondial”* prévient **Wendela de Vries de Stop Wapenhandel**

### De nouveaux financements européens pour l'industrie des armes qui brouillent les champs de compétence de la CE

La proposition législative présentée par la Commission prévoit notamment de dédier 500 millions d'euros supplémentaires par apport au Plan d'action pour la défense de Novembre 2016, qui viendraient de montants non dépensés dans le budget européen en 2019-2020. *“il est particulièrement préoccupant de voir que la politique de la Commission est de détourner les fonds non utilisés au profit de l'industrie de l'armement plutôt que d'améliorer les programmes existants”* déclare **Ann Feltham de CAAT-UK**. Pourtant des domaines d'actions cruciaux sont en manque chronique de moyens, comme le programme européen pour les droits humains et la démocratie, ou bien la société civile locale active dans la prévention et la résolution pacifique des conflits qui ne reçoit que 6 millions d'euros par an de l'Union européenne.

Et à partir de 2021, la contribution de l'UE au fonds de défense s'élèverait à 1,5 milliard. [Des documents internes](#) de l'UE ont récemment montré que la Commission avait eu des dizaines de réunions avec l'industrie des armes. *“Ces propositions ne répondent pas à l'intérêt des citoyens européens, mais bénéficient uniquement à l'industrie qui alimentent les conflits armés”* dit **Bram Vranken de Vredesactie**.

### La Commission propose une exemption aux règles d'austérité budgétaires pour les dépenses d'armement

Le projet prévoit également que les contributions nationales s'ajoutant au financement de l'UE seraient exemptés dans le cadre du pacte de stabilité, c'est-à-dire qu'elles ne seraient pas prises en compte dans le seuil des 3% de déficit que les États doivent respecter. *“il est particulièrement choquant qu'au moment où les citoyens européens paient le prix des mesures d'austérité dans leur quotidien, les dépenses d'armement soient considérées comme un investissement méritant un traitement spécial alors que l'éducation, la santé, la sécurité sociale ou la protection de l'environnement sont traitées comme des charges”* ajoute **Francesco Vignarca de Rete per il disarmo**.

L'UE a un rôle essentiel à jouer pour faire face aux défis majeurs et aux nombreuses difficultés auxquels nous sommes confrontés. Le changement climatique, la prolifération nucléaire et les inégalités croissantes n'en sont que quelques exemples. Mais ces problèmes ne seront pas résolus en investissant encore plus dans les armes. Au contraire, plus de dépenses militaires signifie moins

de ressources pour s'attaquer à ces problèmes de manière efficace.

### **Une politique purement industrielle à défaut de vision et de volonté politique ne produit pas d'économies**

Une politique de défense n'est pas un objectif en soi, mais un instrument parmi d'autres d'une politique étrangère. *“Tant qu'il n'y aura pas de réelle politique étrangère commune, une défense européenne est prématurée. Et l'accord a minima difficilement obtenu pour un embryon de centre de commandement militaire, dix ans après l'adoption du traité de Lisbonne, montre une fois encore le manque de volonté politique et de confiance mutuelle au sein des Etats membres”* analyse **Laetitia Sédou de l'ENAAT.**

Sans leadership politique, il ne reste qu'une politique industrielle. Le résultat est un ensemble de mesures qui favorise les entreprises d'armement, y compris leur capacité à exporter des équipements sophistiqués, financés par l'argent public, à des pays non-européens. *“Et il n'y aura pas d'économies non plus: les États européens membres de l'OTAN se sont engagés à augmenter leur dépenses militaires à 2% du PIB, et les fonds européens s'ajoutent aux dépenses nationales. De plus, quel pays acceptera de renoncer à son industrie et/ou à son système d'armement au profit du voisin?!”* ajoute **Jordi Calvo du Centro Delas.**

### **Non seulement cet argent public sera gaspillé, mais cela va également exacerber l'instabilité dans le monde plutôt que de contribuer à 'défendre' l'Europe.**

.....  
Plus d'information sur le site internet de l'ENAAT [ici](#)

suivez notre campagne sur Facebook “noEUmoney4arms” et twitter (@\_ENAAT)

*Le Réseau européen contre le commerce des armes (ENAAT) a été fondé en 1984 et regroupe des organisations et des individus qui considèrent le commerce des armes comme une menace à la paix, à la sécurité et au développement. L'ENAAT compte 16 mouvements nationaux dans 13 pays européens et 3 organisations européennes ou internationales.*

#### Contact:

à Bruxelles: Laëtitia Sédou, tel: +32.2.234.30.60 - mobile:+32.496.15.83.91 – [laetitia@enaat.org](mailto:laetitia@enaat.org)

#### Plus de références:

[European military industry: EU, give us 3.5 billion euros for military research](#) -

<<http://stopwapenhandel.org/node/1844>>

[http://www.euractiv.com/section/security/opinion/mon-eu-should-give-more-funds-to-peace-not-subsidise-the-arms-industry/?nl\\_ref=19904567](http://www.euractiv.com/section/security/opinion/mon-eu-should-give-more-funds-to-peace-not-subsidise-the-arms-industry/?nl_ref=19904567)

<http://www.euractiv.com/section/global-europe/opinion/how-the-arms-industry-is-staging-a-european-coup/>

<http://www.euractiv.com/section/defence-policy/opinion/eu-defence-policy-ready-for-psychiatric-treatment/>